

***Déclaration liminaire CFDT  
au Comité Technique central des DDI  
du 14 mai 2019***

M. le Président, Mesdames, Messieurs,

La CFDT déplore le recours au boycott des instances de dialogue social mais, au vue de votre absence d'écoute il nous a paru nécessaire avec les autres OS de ne pas siéger au dernier CT central des DDI le 17 avril.

Pour la CFDT, la politique de la chaise vide n'est bien sûr pas une solution, mais c'était la seule manière de lancer un signal d'alarme suffisamment puissant pour espérer dans un premier temps être entendus, et dans un second temps engager un dialogue concret que nous souhaitons réellement constructif.

Le Gouvernement veut aller vite et ne se donne pas les moyens de faire les choses correctement en respectant le dialogue social, les agents et in fine les usagers. En gérant par ordonnances, il souhaite donner l'image d'une action déterminée et efficace.

Pour la détermination, nous n'en doutons pas un seul instant.

Quant à l'efficacité, si elle doit juste rimer avec mise en œuvre précipitée, nous vous rassurons, cette précipitation est bel et bien au rendez-vous.

Pour la CFDT, l'efficacité est une prise de décision fondée sur un constat objectif et une analyse des politiques publiques, une anticipation des besoins et des moyens, des études d'impact chiffrées, des préconisations non partisans et discutées en toute transparence avec l'ensemble des partenaires.

Nous n'acceptons qu'un seul objectif : le bien commun au service de l'utilisateur, qu'il soit simple citoyen -trop souvent oublié des débats-, collectivité territoriale, acteur économique ou associatif.

Inlassablement, la CFDT s'évertue à prôner un dialogue constructif . Hélas, ce dialogue ne peut exister s'il se résume à des discussions vides de sens, car les décisions ont déjà été prises, ailleurs, dans l'entre-soi technocratique.

Politiques et médias se gargarisent perpétuellement de '*c'est bien mieux ailleurs*'

en prenant des exemples sortis de leurs contextes nationaux. Vous voulez des réformes en profondeur, remettre à plat le fonctionnement des services de l'État ? Chiche ! Alors, mettez y le temps et les moyens.

Les priorités des missions de service publique sont constamment bouleversées au gré des actualités médiatiques. Des réformes construites à la va vite ne sont jamais abouties. Des moyens sont donnés et retirés sans que les politiques publiques ne soient remises à plat, causant des difficultés de mise en œuvre dans les DDI. Les contrôles en matière de sécurité sanitaire alimentaire en sont la parfaite illustration, combinant tous les stigmates d'une communication politique et d'une gouvernance en déphasage totale avec les moyens accordés.

Les agents des DDI sont las d'être constamment vilipendés, présentés comme des freins, ne représentant qu'un coût pour les finances publiques alors qu'ils ne font que mettre en œuvre les lois et règlements décidés par le législateur et l'exécutif.

Ils sont excédés d'être catégorisés comme principale cause des déficits de l'État, sans que jamais ne soit valorisé le bénéfice que retire le pays de leur travail, dans l'ensemble des domaines qu'ils couvrent, et qui est le ciment de notre société et du vivre ensemble.

La réflexion que vous menez sur la création de secrétariats généraux communs à l'échelon départemental se fait de manière opaque et chaotique, constamment impactée par les aléas de l'actualité, par des effets d'annonce intempestifs, et par les déclarations contradictoires des uns et des autres ... Amateurisme ? Stratégie de diversion ?

Diviser pour régner est une constante tentation qui semble toujours d'actualité. Il nous est parfaitement incompréhensible que cette démarche se fasse sans réunir les représentants des personnels des préfectures et ceux des DDI, tant à l'échelon national que local. Nous vous demandons donc de le faire sans délai.

Comment prétendre élaborer un projet équilibré et fonctionnel lorsque, dès l'origine, la synergie est écartée ?

Dans la déclaration commune du 17 avril, les organisations syndicales ont posés quelques préalables à la reprise de nos travaux, si nous sommes ici aujourd'hui c'est d'abord pour entendre vos réponses sur ces demandes.

Par ailleurs, outre le point à l'ordre du jour sur la création des SG communs nous souhaitons que chacun des points relevant de la réforme territoriale de l'Etat soit traité de manière factuelle et détaillée.

L'absence d'informations nouvelles concernant ces sujets brûlants serait un très mauvais signe renvoyé aux partenaires sociaux qui tentent de maintenir la flamme du dialogue social. Ne restez pas sourds aux appels qui vous sont adressés par les personnels et par leurs représentants au risque d'envoyer cette réforme directement dans le mur avec l'ensemble des agents concernés.

Merci de votre attention.